



Microfinance Index of Market Outreach and Saturation

Maroc

Décembre 2015

Un remerciement particulier est adressé aux personnes et institutions nous ayant aidé dans la conduite de ce travail au Maroc : JAIDA et le Centre Mohammed VI.

Copyright 2015 by the MIMOSA Project.

Nous croyons au partage de l'information. Pour cette raison, ce rapport est mis gratuitement à la disposition des Associations de Microcrédit sous la supervision de la Bank du Maroc, JAIDA, le Centre Mohammed VI, la Banque du Maroc, le Gouvernement du Maroc, ainsi que les étudiants et chercheurs basés au Maroc.

Toute autre partie doit acquérir ce rapport sur abonnement. Si vous lisez ce rapport sans être ni abonné ni membre des institutions citées ci-dessus, vous portez atteinte à la viabilité à long terme de ce projet. Le monde de la microfinance n'est pas si grand. Nous le découvrirons et n'hésiterons pas à communiquer cet abus sur les réseaux sociaux et autres. Alors ne le faites pas, ça n'en vaut pas la peine.

Pour vous abonner ou demander la permission de citer ce rapport dans une publication, merci de nous contacter : info@mimosaindex.org.

Le score MIMOSA pour le Maroc est 2 – un marché normal dans la frange inférieure de sa capacité.

Avec 4,4% d'emprunteurs actifs parmi les adultes marocains, le taux de pénétration du Maroc est très en-deçà de celui de ses pays pairs. La raison pour laquelle le Maroc se situe néanmoins dans la catégorie des marchés « normaux » est que sa capacité de crédit est également bien inférieure, étant donnée la perception répandue dans le pays que l'emprunt est interdit par l'Islam. Au cours de notre enquête de terrain auprès de 215 commerçants sur les marchés du pays, 32% de ceux ayant s'étant vus offrir un prêt citent l'interdiction de l'Islam envers l'emprunt (*riba*) comme la raison pour laquelle ils n'ont pas emprunté.

Dans la mesure où le modèle MIMOSA ne prend pas en compte ce facteur clef, nous avons manuellement réduit de 30% la capacité calculée par le modèle, de 9,0% à 6,3% au niveau national. Malgré d'importantes disparités dans les réponses à l'enquête au niveau régional (de 24% à 43% des personnes interrogées citant la *riba*), les échantillons sont trop réduits pour extrapoler des tendances régionales, et nous avons en conséquence appliqué la réduction de 30% uniformément. Malgré cet ajustement, la pénétration au Maroc reste significativement inférieure à la capacité de marché, un résultat inattendu étant donné le classement élevé du pays sur plusieurs indicateurs de développement du marché.

En termes de régulation, le Maroc obtient des notes moyennes à élevées. Le surendettement prend régulièrement la première place des risques cités par les dirigeants d'IMFs (35 à 40% des réponses) dans le baromètre trimestriel du MIX. Un échange informel d'informations de crédit a lieu depuis 2008 entre les trois plus grandes IMFs, et la couverture de la centrale des risques gouvernementale a été étendue à toutes les IMFs and 2014, assortie d'une obligation de reporting.

Catégorie	Note	Indicateur	Valeur
Saturation	2	Pénétration du crédit excédant la capacité	-1.9%
	n.a.	Pénétration des cartes de crédit	n.a.
Régulation	●	Qualité de la régulation	52/100
	●	Prévention du surendettement	3/3
	●	Recouvrement approprié	0/2
	●	Qualité de la centrale des risques et du reporting	67/100
Concurrence / Surchauffe	●	Intensité de la concurrence (HHI)	2,423
	●	Emprunteurs ayant 3 prêts ou plus (%)	1.1%
	●	TCAM du portefeuille de prêt, en valeur, 3 dernières années	8%
	●	Croissance projetée du portefeuille de prêt, en valeur, prochains 12 mois	11%
Maturité des institutions de microfinance	●	% des clients dans des IMFs de <10 ans ou >20 ans d'existence	1% <10 ans
	●	A connu une crise dans les 15 dernières années	Oui
Transparence / Disponibilité des données	●	Transparence, note combinée	2.7/4
	●	IMFs ayant réalisé un rating dans les 2 dernières années	100%
Autres risques	?	Exposition au risque de change	n.a.
	●	Niveau des taux d'intérêt	38.2%

Néanmoins, les méthodes de recouvrement sont probablement trop agressives. A la question des méthodes employées par les prêteurs pour le recouvrement auprès des clients en défaut, 46% des emprunteurs actifs citent les tribunaux ou la voie légale, et 7% la prison. Parmi les huit pays pilotes de MIMOSA, le Maroc est le seul marché où de si strictes techniques de recouvrement sont aussi fréquemment mentionnées.

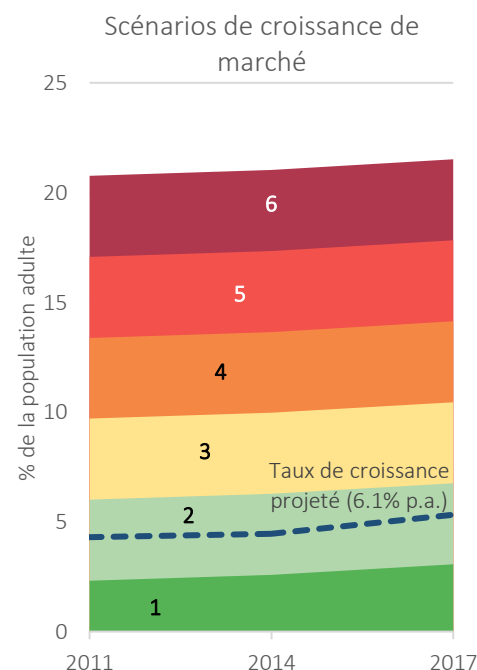
La concurrence entre IMFs est modérée, et les banques ne ciblent pas particulièrement les mêmes clients. Des 54 personnes interrogées sur l'institution auprès de laquelle elles empruntent, seulement trois mentionnent des banques, dont deux la Banque Populaire, maison mère de l'IMF Attawfiq. Les institutions de crédit à la consommation sont légèrement plus représentées, citées par 5 personnes, toutes localisées à Casablanca ou en proche périphérie. Un nouvel entrant fondé en 2011, Bab Rizq Jameel, cherche à acquérir 100 000 nouveaux clients d'ici 2018, bien que sa capacité à atteindre cet objectif reste à démontrer. Selon un rapport de 2014, Bab Rizq Jameel comptait 8 000 clients actifs.¹

Après plusieurs années de faible croissance, le marché semble rebondir et les IMFs projettent une croissance de 6,1% dans un avenir proche. Cependant, ce niveau de croissance est presque identique à notre projection de capacité de marché, suggérant s'il se maintenait en 2017 que le Maroc resterait en sous-capacité. La croissance du secteur bancaire a également été faible, avec un taux de croissance annuel moyen de 3,7% du portefeuille de prêt sur la période 2011-2014.

Le secteur de la microfinance démontre un niveau de transparence raisonnable, principalement grâce au reporting et publications du Centre Mohammed VI. On ne saurait dire la même chose du secteur bancaire, où malgré l'intermédiation d'une institution multilatérale, nous n'avons pas pu avoir accès à des chiffres pertinents relatifs à la pénétration du marché. En extrapolant les données du Findex et des IMFs en 2011, nous estimons que les banques et institutions de crédit à la consommation représentent environ un quart du nombre total d'emprunteurs individuels au Maroc. L'absence de données sur le Maroc dans l'édition 2014 du Findex implique qu'il n'y a pas d'informations récentes et globales sur l'emprunt dans le pays, mais la croissance quasiment

	2011	2014	2017*
IDH	0.612	0.617	0.641
Densité de population par km ²	61.9	65.0	79.0
Note des centrales des risques	24.3	35.1	40.7
Capacité de crédit (% pop. adulte)	6.0	6.3	6.8
Emprunteurs (% pop. adulte)	4.3	4.5	5.3
Microcrédits (% pop. adulte)	3.4	3.5	4.2
Score MIMOSA	2	2	2
Cartes de crédit par adulte	-	-	-
Score MIMOSA Cartes de Crédit	-	-	-
PIB per capita (\$ courant)	3,082	3,291	3,427
PIB, TCAM sur 3 ans (monnaie locale, constante)	4.5%	3.3%	4.9%

* projections : FMI pour le PIB, PNUD pour la population ; MIMOSA pour les autres.



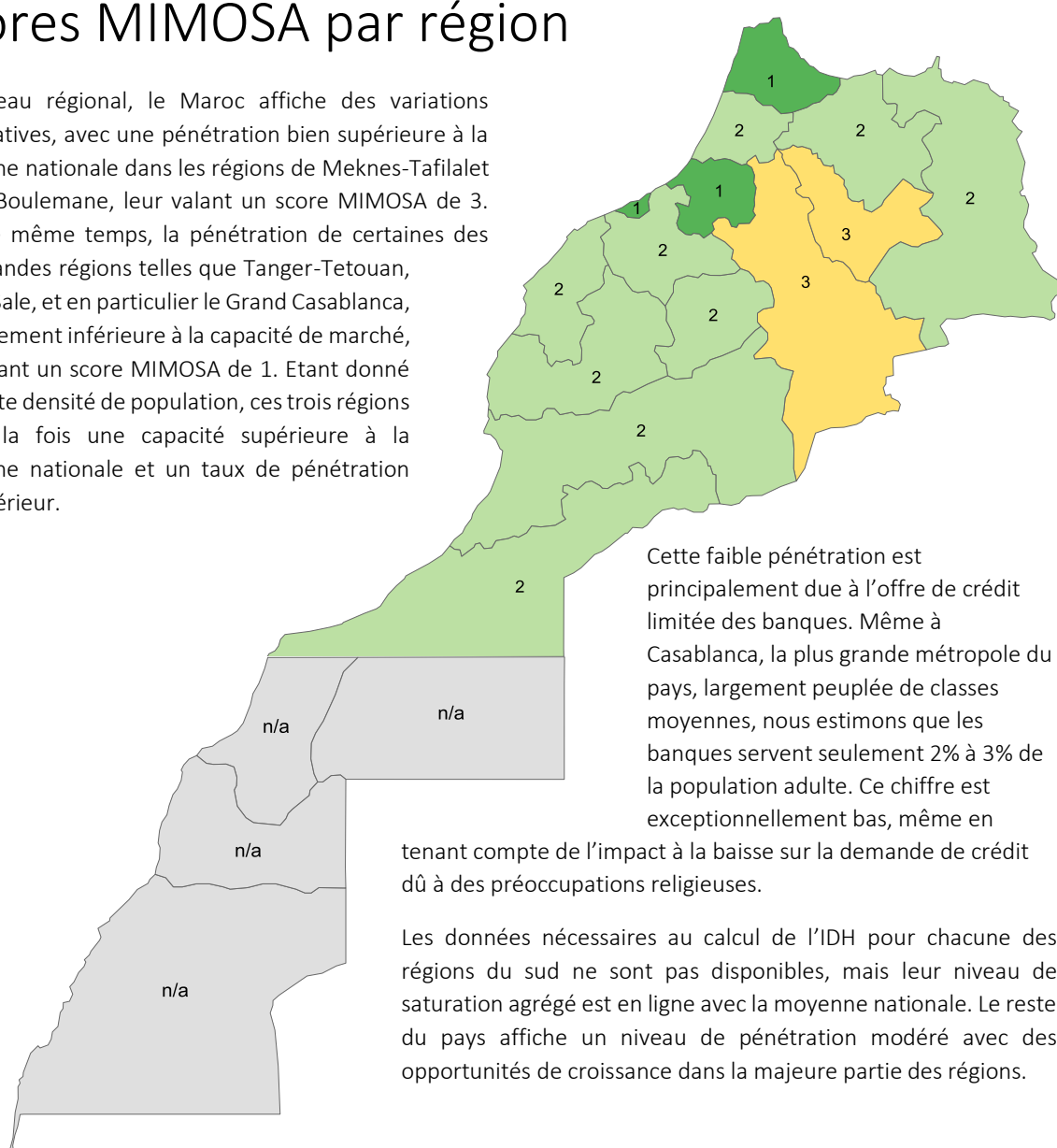
¹ La Vie éco, [4 Juin 2014](#)

stationnaire observée tant par les IMFs que les banques sur la période suggère que toute déviation par rapport à notre estimation serait mineure. Notre estimation de la clientèle des banques pour 2014 se base sur une combinaison d'indicateurs de croissance des portefeuilles et des agences.

Bien que le marché marocain semble calme, une importante mise en garde s'impose : l'interdiction islamique du crédit combinée à une aversion au risque, peut-être en réponse à des pratiques de recouvrement agressives, est de nature à réduire la demande (et donc la capacité) de marché pour le crédit. Nous discutons cet aspect dans la discussion spéciale ci-dessous.

Scores MIMOSA par région

Au niveau régional, le Maroc affiche des variations significatives, avec une pénétration bien supérieure à la moyenne nationale dans les régions de Meknes-Tafilalet et Fes-Boulemane, leur valant un score MIMOSA de 3. Dans le même temps, la pénétration de certaines des plus grandes régions telles que Tanger-Tetouan, Rabat-Sale, et en particulier le Grand Casablanca, est largement inférieure à la capacité de marché, entraînant un score MIMOSA de 1. Etant donné leur forte densité de population, ces trois régions ont à la fois une capacité supérieure à la moyenne nationale et un taux de pénétration très inférieur.



Cette faible pénétration est principalement due à l'offre de crédit limitée des banques. Même à Casablanca, la plus grande métropole du pays, largement peuplée de classes moyennes, nous estimons que les banques servent seulement 2% à 3% de la population adulte. Ce chiffre est exceptionnellement bas, même en tenant compte de l'impact à la baisse sur la demande de crédit dû à des préoccupations religieuses.

Les données nécessaires au calcul de l'IDH pour chacune des régions du sud ne sont pas disponibles, mais leur niveau de saturation agrégé est en ligne avec la moyenne nationale. Le reste du pays affiche un niveau de pénétration modéré avec des opportunités de croissance dans la majeure partie des régions.

Numéro de colonne	1	2	3	4	5	6	7
Région	Population (000s)	IDH	Densité de population (par km2)	Score MIMOSA	Capacité de crédit (%)	Emprunteurs par adulte (%)	Pénétration excédant la capacité
National	33,848	0.617	65	2	6.3	4.5	-1.8
Grand Casablanca	4,271	0.733	1,200	1	12.9	3.5	-9.3
Sous-Massa-Darâa	3,602	0.586	51	2	5.8	3.7	-2.1
Marrakech-Tensift-Al Haouz	3,577	0.577	115	2	6.0	5.0	-0.9
Tanger-Tetouan	3,157	0.593	273	1	6.9	2.5	-4.4
Rabat-Salé-Zemmour-Zaer	2,677	0.684	279	1	8.1	4.0	-4.1
Meknès-Tafilalet	2,317	0.599	29	3	5.9	7.4	1.5
Doukala-Abda	2,183	0.570	164	2	6.1	4.4	-1.6
Oriental	2,098	0.605	25	2	5.9	5.5	-0.4
Gharb - Chrarda - Beni -H	1,904	0.580	216	2	6.5	3.6	-2.9
Chaouia-Ourdigha	1,894	0.620	113	2	6.5	4.0	-2.5
Fés-Boulemane	1,808	0.619	89	3	6.4	6.6	0.2
Taza-Al Hoceima-Taounate	1,807	0.512	75	2	4.9	3.9	-1.0
Tadla-Azilal	1,608	0.550	94	2	5.5	5.2	-0.3
Régions du Sud	947	0.650	2	2	6.4	5.1	-1.3
Guelmim Essmara	502		4			5.7	
Laayoune-Boujdour-Sakia	302		2			4.5	
Oued Ed Dahab-Lagouira	143		1			4.3	

Sources: 1) Haut-Commissariat Au Plan (HCP); 2) HCP, UNDP, MIMOSA; 3) HCP; 4-5) MIMOSA; 6) Findex, Centre Mohammed VI, MIMOSA; 7) MIMOSA

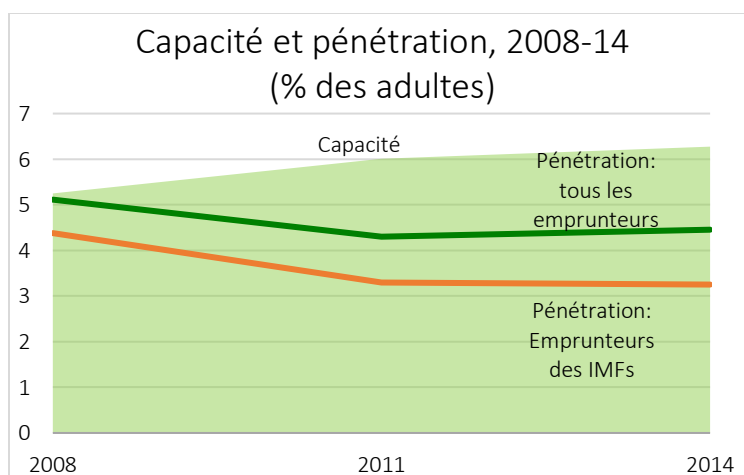
Discussion spéciale : Quelle est la vraie capacité de marché pour le crédit au Maroc ?

Le Maroc a connu en 2008 une crise des remboursements, devenant ainsi l'une des premières « crises de la microfinance ». Sur la base des données historiques, nous avons généré un score MIMOSA pour l'année du pic de la crise (2008), avec comme résultat un score de 2 : un marché normal, avec une pénétration de 5,1% contre une capacité estimée à 5,3%, en incluant la minoration due aux préoccupations religieuses. En comparaison, la pénétration actuelle est inférieure de deux tiers de points, alors que la capacité est supérieure d'un point. L'essentiel de cette évolution est dû à la contraction du secteur de la microfinance, dont la pénétration en 2008 était plus d'un point supérieur au niveau actuel, même en tenant compte d'un important niveau d'endettement croisé à l'époque.

Malgré cela, ni le secteur de la microfinance ni le marché total du crédit n'affichaient des niveaux de saturation préoccupants en 2008. Pour quelles raisons ce marché est-il alors entré en crise ?

Une première raison peut être trouvée dans les autres facteurs évalués par MIMOSA. Une analyse faite en 2008 aurait mis en évidence de nombreux signaux d'alarme : une faible régulation - la Banque Centrale ne supervisant les IMFs que depuis l'année antérieure ; pas de centrale des risques, ni aucun effort concerté de lutte contre le surendettement ; et une concurrence exacerbée de quatre grandes IMFs engagées dans une compétition pour la domination du marché. Mais plus important encore, le taux de croissance de toutes les grandes IMFs atteignait ou frôlait les 100% annuels sur la période 2006-2008. Ces IMFs étaient jeunes et leurs dirigeants n'avaient pas d'autre expérience que celle d'un marché en plein essor. Il n'y avait pas non plus de données transparentes au niveau régional. En résumé, malgré une saturation modérée et un score de 2, un rapport MIMOSA Maroc écrit en 2008 aurait été truffé de messages d'alerte.

Une seconde raison se doit d'interroger la crise en elle-même. Une étude du Maroc sur la période 2008-2013, par un des auteurs de ce rapport², soutient que la crise était de moindre ampleur que communément admis, et bien moins sévère que celles survenues en Bosnie et au Nicaragua. Les chiffres habituellement cités sont en fait largement biaisés par la faillite de la deuxième plus grosse IMF du pays, Zakoura, que la fraude et la mauvaise gestion auraient sans doute menée à sa perte indépendamment du contexte de marché.



² D. Rozas et al, "Ending the Microfinance Crisis in Morocco: Acting early, acting right," IFC 2014

L'objection de nature religieuse envers l'emprunt est également un facteur important pour comprendre la capacité du marché. Il est probable que la minoration de 30% mentionnée précédemment ne suffise pas à prendre en compte son impact réel. En effet, si certains marchés peuvent de manière pérenne excéder de cinq, voire dix points, leur capacité, une telle hypothèse dans le cas du Maroc semble moins plausible.

En premier lieu, la faible demande de crédit ralentit la croissance. Une importante étude randomisée (Randomized Controlled Trial, RCT) conduite avec la plus grande IMF du pays (Al Amana) en 2006 et 2007, a en effet dû revoir sa méthodologie à cause d'un niveau étonnamment faible de souscription des prêts. Si l'on considère que ceci a eu lieu dans la période pré-crise, le résultat n'en est que plus surprenant.³ Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'imaginer que le seuil de saturation susceptible de déclencher une crise soit également plus bas, les forces religieuses ou politiques entraînant un retournement plus précoce que sur d'autres marchés.

Habituellement, s'en remettre au contexte social ou culturel pour expliquer pourquoi un marché a une moindre ou plus grande capacité est le signe de faibles arguments. Nous disposons de nombreux exemples de cultures qui ont rapidement changé d'attitude à l'égard du crédit. En 1999, les habitants de Corée du Sud peu enclins au crédit ne résistèrent pas à l'afflux soudain d'offres de carte de crédit, et la bulle ne mit que trois ans à se former et éclater.

L'aversion à l'égard du crédit pourrait également changer au Maroc. Il est cependant improbable qu'elle disparaisse aussi rapidement, une croissance rapide du crédit n'est donc pas à recommander. Si la faible saturation suggère qu'il existe des opportunités de croissance, celle-ci n'en doit pas moins être raisonnée. La croissance doit en particulier être le fruit d'une offre de produits plus diverse et répondant à des besoins non couverts par l'offre existante. Et cette diversification de l'offre de crédit doit être menée tant par les IMFs que les banques qui ignorent une large part des classes moyennes.

Dans le cas des IMFs en particulier, encourager des pratiques de recouvrement moins coercitives est de nature à diminuer l'aversion envers le crédit. En mettant l'accent sur des méthodes de recouvrement alternatives, limitant l'usage des voies légales aux cas les plus extrêmes, les IMFs pourraient ainsi voir une augmentation de la demande sans impact significatif sur la qualité du portefeuille.

En diversifiant l'offre de crédit, et en appliquant des pratiques de recouvrement limitant les risques encourus par les emprunteurs, les institutions financières et de microfinance devraient être en mesure d'améliorer l'image du crédit auprès des consommateurs et donc d'augmenter la capacité effective du marché.

³ S. Morvant-Roux et al, "Adding Value to Randomization with Qualitative Analysis: The Case of Microcredit in Rural Morocco," World Development 2013

Guide de l'utilisateur

Ceci est un guide résumé. Pour une explication complète de la méthodologie de calcul des taux de pénétration et de capacité, consulter le document MIMOSA Whitepaper.

L'indice MIMOSA est composé de plusieurs données. Le score principal évalue la proportion dans laquelle la pénétration du crédit excède la capacité de marché estimée. Les différents scores et leurs interprétations sont représentés dans le tableau ci-dessous.

Score MIMOSA	Pénétration en sous- / surcapacité		
	Pourcentage	Ecart type	Type de marché
6	>11.1%	3+	Saturé
5	7.4-11.1%	2 a 3	
4	3.7-7.4%	1 a 2	
3	0-3.7%	0 a 1	Normal
2	-3.7 - 0%	-1 a 0	
1	< -3.7%	< -1	Sous-capacité

Au-delà du score, nous incluons les composantes qui sous-tendent le calcul de la capacité et de la pénétration :

Indice de Développement Humaine (IDH) : développé par le PNUD pour évaluer le niveau de développement, il inclut le PIB par habitant, l'espérance de vie et des indicateurs relatifs au niveau d'éducation. L'échelle va de 0 à 1.

Densité de population par km² : indicateur standard obtenu auprès des agences de statistiques nationales.

Note des centrales des risques : obtenue à partir des indicateurs sur l'Obtention de Prêts du rapport Doing Business de la Banque Mondiale. Nous incluons le niveau de couverture et l'étendue de l'information fournie (historique de remboursement et montant de prêts en cours). L'échelle va de 0 à 400.

Capacité de crédit : % des adultes considérés comme des emprunteurs potentiels selon le modèle MIMOSA.

Emprunteurs par adulte : obtenu à partir de plusieurs sources incluant le Global Findex, les rapports des banques centrales et des centrales des risques, et les enquêtes de terrain MIMOSA.

Emprunteurs de microcrédits (% de prêts) : nombre de prêts actifs d'institutions de microfinance. Généralement définies comme les institutions enregistrées comme telles auprès du régulateur, ou membres de l'association de microfinance. Les emprunteurs ayant souscrit plusieurs prêts auprès de la même institution ne sont comptés qu'une fois.

Emprunteurs par carte de crédit (% des adultes) : nombre d'adultes avec un encours de carte de crédit. Chiffres du Global Findex.

Score des cartes de crédit : pénétration rapportée à la capacité. Notée sur une échelle à trois points, désignant un marché sur lequel la demande de cartes de crédit est en sous-capacité, normalement servie ou saturée.

PIB, TCAM sur 3 ans (\$ courants) : taux de croissance annuel moyen du PIB sur 3 ans. Chiffres du IMF WEO.

PIB per capita (devise locale constante) : chiffres du IMF WEO.

En complément, nous incluons une liste d'indicateurs considérés comme des facteurs d'augmentation ou atténuation du risque qui, de manière cumulée, peuvent améliorer ou affaiblir la capacité d'un pays à faire face à des niveaux plus élevés de pénétration.

Catégorie	Indicateur	Source	Atténuation du risque 	Neutre 	Augmentation du risque 
Régulation	Qualité de la régulation	Note globale microscope (0-100)	≥ 75	50-75	< 50
	Protection du consommateur (prévention du surendettement)	Note Microscope 4.2.1	3	2	0 ou 1
	Protection du consommateur (recouvrement)	Note Microscope 11.3.2	2	1	0
	Central des risques et reporting	Note Microscope 10	≥ 75	50-75	< 50
Concurrence / surchauffe	Intensité de la concurrence	Indice Herfindahl-Hirschman	$\text{HHI} > 3,000$	$1,500 < \text{HHI} < 3,000$	$\text{HHI} < 1,500$
	Endettement croisé	Emprunteurs ayant 3 prêts ou plus (%)	$< 5\%$	5-15%	$> 15\%$
	Croissance passée	TCAM du portefeuille de prêts sur 3 ans	$< 2x$ croissance du PIB	2-3x croissance du PIB	$\geq 3x$ croissance du PIB
	Croissance projetée	Projections de portefeuille sur 12 mois	$< 2x$ croissance projetée du PIB	2-3x croissance projetée du PIB	$\geq 3x$ croissance projetée du PIB
Maturité des institutions de microfinance	Age des institutions financières	% des clients d'IMFs de > 20 ans ou < 10 ans d'existence	$> 65\%$ des emprunteurs auprès d'IMFs de plus de 20 ans	Autre	$> 65\%$ des emprunteurs auprès d'IMFs de - de 10 ans
	Expérience des crises	Date de la dernière crise	Le marché a connu une crise dans les 15 dernières années	Pas d'expérience des crises	
Transparence	Note combinée	Voir onglet Transparence	≥ 3		< 1.5
	Ratings	% d'IMFs leader notées dans les 2 dernières années	≥ 75	50-75	< 50
Autres risques	Exposition au risque de change	% du portefeuille de prêts en devise étrangère	< 10	10-25	≥ 25
	Niveau des taux d'intérêt	TEG moyen pondéré par le nombre d'emprunteurs	$< 30\%$	30-60%	$> 60\%$